

RCS : PONTOISE  
Code greffe : 7802

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 01084  
Numéro SIREN : 531 969 806  
Nom ou dénomination : IDF NET SERVICE

Ce dépôt a été enregistré le 28/08/2018 sous le numéro de dépôt 9382



**CONCILIO**

55 bis boulevard de Strasbourg  
94130 Nogent sur Marne  
France

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PONTOISE  
28 AOUT 2018  
9382

**IDF NET SERVICE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017

**IDF NET SERVICE**

**S.A.S. au capital de 7 000,00 €**

**Siège social : 7 rue Descartes 95330 DOMONT**



CONCILIO

55 bis boulevard de Strasbourg  
94130 Nogent sur Marne  
France

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IDF NET SERVICE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



CONCILIO

55 bis boulevard de Strasbourg  
94130 Nogent sur Marne  
France

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Dans le cadre de notre appréciation de la valeur des créances clients figurant au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour une valeur de 1 131 192 €, nous nous sommes assurés, par la mise en œuvre d'envoi de confirmation directe et de contrôle de l'apurement, de leur correcte évaluation.
- Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) figurant au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour une valeur de 190 015 € représente une créance fiscale significative. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent cette valeur, notamment à revoir les données retenues par la direction pour déterminer les effectifs employés, et établir le montant des rémunérations brutes, éligibles ou non éligibles au CICE, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaire**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



CONCILIO

55 bis boulevard de Strasbourg  
94130 Nogent sur Marne  
France

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre



**CONCILIO**

55 bis boulevard de Strasbourg  
94130 Nogent sur Marne  
France

en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Le commissaire aux comptes**

Nogent sur Marne, le 11 juin 2018

CONCILIO

Avi-Joseph PEREZ

Associé

**IDF NET SERVICE**

**7 rue Descartes**

**95330 DOMONT**

**Comptes annuels au 31 décembre 2017**

**SOUSSANS  
CONSULTANTS**

## SOMMAIRE

<b>BILAN</b>	
Bilan actif	1
Bilan passif	2
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	
Compte de résultat partie 1	3
Compte de résultat partie 2	4
<b>ANNEXE</b>	5
<b>Règles et méthodes comptables</b>	6
Etat de l'actif immobilisé	8
Etat des amortissements	9
Etat des provisions et dépréciations	10
Etat des échéances, des créances et des dettes	11
Produits à recevoir	12
Charges à payer	13
Charges et produits constatés d'avance	14
Composition du capital social	15
Variation des capitaux propres	15
Engagements hors bilan	16

## BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	16 392	16 392		1 655
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	7 907	3 685	4 222	4 664
Autres immobilisations corporelles	177 629	106 539	71 091	58 918
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	30		30	
Prêts				
Autres immobilisations financières	31 462		31 462	29 712
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>233 421</b>	<b>126 616</b>	<b>106 805</b>	<b>94 949</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				509
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	1 131 192		1 131 192	1 156 381
Autres créances	146 658		146 658	89 921
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : )				
Disponibilités	485 174		485 174	148 606
<b>COMPTE DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	23 810		23 810	12 943
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 786 834</b>		<b>1 786 834</b>	<b>1 408 359</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 020 254</b>	<b>126 616</b>	<b>1 893 639</b>	<b>1 503 308</b>

## BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel ( dont versé : 7 000 )	7 000	7 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	700	700
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )		
Report à nouveau	512 165	333 821
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>300 856</b>	<b>178 345</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>820 721</b>	<b>519 865</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	67 862	41 455
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS</b>	<b>67 862</b>	<b>41 455</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		59 630
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	101 464	105 667
Dettes fiscales et sociales	903 591	776 691
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>1 005 055</b>	<b>941 988</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 893 639</b>	<b>1 503 308</b>

Résultat de l'exercice en centimes

300 856,17

Total du bilan en centimes

1 893 638,65

## COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	5 259 146		5 259 146	3 783 660
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>5 259 146</b>		<b>5 259 146</b>	<b>3 783 660</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			114 508	7 434
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				15 595
Autres produits				
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>5 373 654</b>	<b>3 806 689</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			102 350	73 684
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			990 611	713 158
Impôts, taxes et versements assimilés			115 562	78 996
Salaires et traitements			3 130 753	2 173 049
Charges sociales			564 562	443 571
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			35 912	26 983
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges				1
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>4 939 749</b>	<b>3 509 441</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>433 905</b>	<b>297 248</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				24
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				<b>24</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>				<b>(24)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>433 905</b>	<b>297 224</b>

## COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 351	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 750	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>6 101</b>	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	22 531	22 966
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	26 407	41 455
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>48 938</b>	<b>64 421</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(42 837)</b>	<b>(64 421)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	37 008	23 098
Impôts sur les bénéfices	53 204	31 360
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>5 379 755</b>	<b>3 806 689</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>5 078 899</b>	<b>3 628 344</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>300 856</b>	<b>178 345</b>

**ANNEXE**

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Le poste "Concessions, brevets et droits similaires" est constitué de logiciels informatiques qui sont amortis linéairement sur une durée de un an.

### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>Amortissements pour dépréciation</b>	<b>Nombres d'années</b>
Agencements et installations	20% L	5 ans
Matériel et outillage	20% L	5 ans
Matériel de transport	25% L	4 ans
Matériel informatique	41,67 % D	3 ans

### **IMPOTS DIFFERES**

Les différences temporaires entre le résultat imposable fiscalement et résultat comptable génèrent des éléments de fiscalité différée. Aucun élément de fiscalité différée n'est constaté dans les comptes.

### **CREANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **PROVISIONS POUR RISQUES**

La société a comptabilisé dans ce poste le risque estimé sur les litiges prud'hommaux encourus avec les salariés.

### **CICE**

Le CICE pour l'exercice 2017 s'est élevé à € 190 015 ce montant a été comptabilisé en minoration des charges sociales.

***RETRAITES ET PENSIONS***

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable. La politique de la société est de ne pas constituer une provision au titre des droits acquis par le personnel mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice du paiement effectif de la dette.

## IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 392		
Terrains			
	<i>Dont composants</i>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	6 917		990
Installations générales, agencements, aménagements	9 706		
Matériel de transport	122 918		40 550
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 225		4 448
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>147 766</b>		<b>45 988</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			30
Prêts et autres immobilisations financières	29 712		1 750
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>29 712</b>		<b>1 780</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>193 870</b>		<b>47 768</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			16 392	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels			7 907	
Installations générales, agencements divers			9 706	
Matériel de transport	6 522		156 947	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 696		10 977	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>8 217</b>	<b>185 536</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			30	
Prêts et autres immobilisations financières			31 462	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>			<b>31 492</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>8 217</b>	<b>233 421</b>	

## AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 737	1 655		16 392
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 253	1 432		3 685
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 311	1 941		3 252
Matériel de transport	76 643	27 301	6 522	97 422
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 977	3 583	1 696	5 864
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>84 184</b>	<b>34 257</b>	<b>8 217</b>	<b>110 224</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>98 921</b>	<b>35 912</b>	<b>8 217</b>	<b>126 616</b>

## VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
<b>CORPOREL.</b>							
Acquis. titre							
<b>TOTAL</b>							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

## PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	41 455	26 407		67 862
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>41 455</b>	<b>26 407</b>		<b>67 862</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
<b>DEPRECIATIONS</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>41 455</b>	<b>26 407</b>		<b>67 862</b>
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		26 407		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

## CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	31 462	20 000	11 462
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 131 192	1 131 192	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 250	4 250	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	136 811	136 811	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	5 123	5 123	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	474	474	
Charges constatées d'avance	23 810	23 810	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 333 122</b>	<b>1 321 660</b>	<b>11 462</b>
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an,-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	101 464	101 464		
Personnel et comptes rattachés	272 088	272 088		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	236 047	236 047		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	313 655	313 655		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	81 801	81 801		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 005 055</b>	<b>1 005 055</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

**DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR**

31/12/2017

<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>	112 497
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>	112 497
Clients produits non encore fa	112 497
<b>TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR</b>	112 497

## DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2017

<b>CHARGES A PAYER</b>	460 844
<b>DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH</b>	34 500
Fournisseurs, factures non parvenues	34 500
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	426 344
Dettes provisio. pour conges p	225 206
Dett. prov. part. sal. aux res	37 008
Autres charges a payer	82 329
Autres charges a payer	81 801
<b>TOTAL DES CHARGES A PAYER</b>	460 844

## DETAIL DES CHARGES &amp; PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2017

<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	23 810
<b>CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	23 810
Charges constatees d'avance	23 810
<b>TOTAL DES CHARGES &amp; PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	23 810

## COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	700			10,00

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		519 865
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		519 865
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Autres variations		300 856
	<b>SOLDE</b>	<b>300 856</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		820 721

## ENGAGEMENTS HORS BILAN

<i>Rubriques</i>	<i>Montant hors bilan</i>
Autres engagements donnés	
AU 31 DECEMBRE 2017, LA SOCIETE ETAIT LIEE PAR DES CONTRATS DE LEASING RELATIF A DU MATERIEL DE TRANSPORT. LES REDEVANCES VERSEES SONT DE €15 900 ET LES REDEVANCE A PAYER	21 700
AU 31 DECEMBRE 2017, LA SOCIETE ÉTAIT LIEE PAR UN CONTRAT DE BAIL NON RESILIALE JUSQU'AU 15 MARS 2019, DONT LE LOYER ANNUEL EST DE €15 600 ET LES LOYER RESTANT A PAYER S'ELEVENT A	18 900
	<b>40 600</b>

# Catherine LANTELME

Avocat au Barreau de Paris

Paris, 25 juillet 2018

GREFFE DU TRIBUNAL DE  
COMMERCE DE PONTOISE  
Service dépôt des comptes  
3 rue Victor Hugo  
Palais de justice  
95300 PONTOISE

## DÉPÔT DES COMPTES ANNUELS

Société IDF NET SERVICE  
Exercice clos le 31 décembre 2017

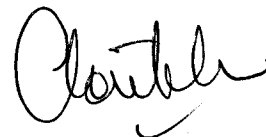
Madame la Greffière, Monsieur le Greffier,

Dans le cadre du dépôt des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après concernant la société IDF NET SERVICE immatriculée sous le numéro 531.969.806 RCS PONTOISE :

- le rapport de gestion,
- le projet d'affectation du résultat de l'exercice et la résolution votée,
- le rapport général du Commissaire aux comptes auquel est annexé un exemplaire des comptes annuels au 31 décembre 2017,
- un chèque n°0.327.566, tiré sur la banque HSBC, d'un montant de 45,63 € à l'ordre du Greffe du TC de Pontoise.

Je vous souhaite bonne réception des présentes et vous remercie de bien vouloir me faire parvenir le récépissé de dépôt des comptes et la facture correspondant aux frais de dépôt.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur le Greffier, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



167 bis avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

Téléphone 06 15 89 05 60 Télécopie 01 45 53 21 29 E-mail [catherine.lantelme@gmail.com](mailto:catherine.lantelme@gmail.com) Toque A 629

Numéro de TVA intracommunautaire : FR 08 429 039 761 - Siret 429 039 761 00045

Membre d'une association agréée - Le règlement des honoraires par chèque est accepté

## IDF NET SERVICE

Société par actions simplifiée au capital de 7.000 €

Siège social : 7 rue Descartes – 95330 DOMONT

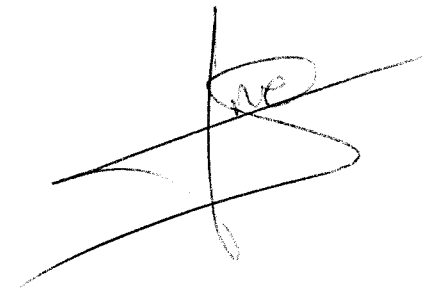
531.969.806 RCS PONTOISE (2014 B 1084)

RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT  
DE L'EXERCICE CLOS LE **31 DECEMBRE 2017**  
PROPOSEE AU VOTE DES ASSOCIES

L'Assemblée générale ordinaire des associés, après avoir entendu lecture du rapport de gestion, sur proposition du Président, après avoir constaté que le bénéfice distribuable, composé du report à nouveau créditeur de 512.565 € et du bénéfice de 300.856 €, s'élève à la somme de 813.421 €, décide d'affecter ladite somme au compte « report à nouveau ».

Cette résolution a été **adoptée à l'unanimité** par l'Assemblée générale ordinaire annuelle en date du **28 juin 2018**.

COPIE CERTIFIEE CONFORME  
LE PRESIDENT  
**Franck FREY**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Franck Frey', written over a horizontal line.

## IDF NET SERVICE

Société par actions simplifiée au capital de 7.000 €

Siège social : 7 rue Descartes – 95330 DOMONT

531.969.806 RCS PONTOISE (2014 B 1084)

<p>RAPPORT DE GESTION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 28 JUIN 2018</p>
---

Chers actionnaires,

Nous sommes réunis en Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément aux dispositions du Code de commerce et à celles de nos statuts afin, notamment afin :

- de soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- de donner quitus à l'ancien Gérant et au Président pour leur gestion,
- d'affecter le résultat de l'exercice,
- d'approuver les conventions réglementées,
- et de vous informer des activités de la société.

-0-0-0-

Tous les documents prévus par le Code de commerce ont été tenus à votre disposition au siège social dans les délais légaux.

Le Commissaire aux comptes de la société vous donnera lecture de son rapport général et de son rapport spécial sur les conventions réglementées.

### I. LES ELEMENTS FINANCIERS

L'exercice clos le 31 décembre 2017 se solde par un bénéfice net comptable de 300.856 € en très forte progression par rapport à celui de l'exercice précédent qui était de 178.345 €.

Cette progression de 38,99% repose principalement sur une augmentation très significative de notre chiffre d'affaires qui est passé de 3.783.660 € à 5.259.146 €.

Nous avons bénéficié d'une subvention d'exploitation de 114.508 € en sorte que le total de nos produits d'exploitation atteint la somme de 5.373.654 €.

Les charges d'exploitation, quant à elles, ont également progressé, mais dans une moindre mesure (+40,75%), passant de 3.509.441 € à 4.939.749 €.

DNV

F.F

Elles se décomposent ainsi :

Exercice		31-12-17	31-12-16
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)		102.350 €	73.684 €
Autres charges et charges externes		990.611 €	713.158 €
matières et fournitures non stockées	37.333 € (+8,62%)		
sous-traitance générale	348.518 € (30,95%)		
redevances de crédit-bail	15.873 € (-23,27%)		
locations	46.240 € (+102,85%)		
entretiens et réparations	44.596 € (+47,75%)		
primes d'assurance	40.450 € (+57,94%)		
divers	236 € (+30,19%)		
personnel extérieur	150.000 € (+140%)		
rémunérations intérim, honoraires	52.519 € (+16,10%)		
publicités, relations extérieures	48.684 € (+15,58%)		
déplacements, missions, réceptions	172.015 € (+27,10%)		
frais postaux	15.017 € (24,34%)		
services bancaires et assimilés	14.861 € (43,89%)		
concours divers	4.267 € (+36,45%)		
Impôts, taxes et versements assimilés		115.562 €	78.996 €
Salaires et traitements		3.130.753 €	2.173.049 €
Charges sociales		564.562 €	443.571 €
Dotation aux amortissements		35.912 €	26.983 €
<b>Total</b>		<b>4.939.750 €</b>	<b>3.509.441 €</b>

Ainsi, le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 433.905 € contre 297.248 €, l'an dernier.

Notre société n'a pas enregistré de résultat financier, en sorte que le résultat courant avant impôts est de 433.905 €.

Notre société a enregistré des produits exceptionnels pour un montant de 6.101 € et des charges exceptionnelles pour un montant de 48.938 €, dégageant un résultat exceptionnel négatif de 42.837 €. En effet, au niveau des produits nous avons obtenu des assurances la somme de 3.750 € et des régularisations diverses pour 1.794 €. Quant aux charges exceptionnelles, nous avons dû procéder au règlement d'amendes pour 8.526 € et procéder à la constitution d'une provision pour litiges prud'homaux à concurrence de 26.407 €. Et nous avons dû verser une indemnité de licenciement pour 13.447 €.

Après versement de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise à hauteur de 37.008 € et acquittement d'un impôt sur les sociétés de 53.204 €, l'exercice clos le 31 décembre 2017 se solde par un bénéfice net comptable de 300.856 €.

Il en résulte que les capitaux propres de la société ressortent à 820.721 €, pour un capital social de 7.000 €.

Il est rappelé les éléments suivants, qui constituent des seuils de déclenchement d'obligations légales : le total général du bilan (1.893.639 €), le montant du chiffre d'affaires (5.259.146 €) et l'effectif salarié (144 salariés).

## II. INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

La société IDF NET SERVICE ne possédait de participation, à la clôture de l'exercice 2017, dans le capital d'aucune autre société.

DNU

F.F

### III. LES COMMENTAIRES SUR L'EXERCICE ECOULE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous avons jusqu'à ce jour fait progresser notre chiffres d'affaires essentiellement en répondant à ces appels d'offres relatifs au nettoyage de parties communes.

Nous allons consolider notre chiffre d'affaires en 2018 et diversifier notre clientèle en répondant à des appels d'offres moins spécifiques.

### IV. AFFECTATION DU RESULTAT

Après avoir constaté que le bénéfice distribuable, composé du report à nouveau créditeur de 512.165 € et du bénéfice de l'exercice de 300.856 € s'élève à la somme de 813.021 €, je vous propose d'affecter ladite somme au compte « report à nouveau ».

### V. LES INFORMATIONS GENERALES ET JURIDIQUES

Je viens de vous présenter une analyse synthétique des comptes de l'exercice que nous venons de clôturer.

L'annexe légale, qui accompagne les comptes de cet exercice, fournit également certaines informations complémentaires qui peuvent être utiles à une meilleure approche de l'évolution de la société dans ses aspects comptables et financiers.

Je vous rappelle enfin :

- qu'aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels et dans les méthodes d'évaluation retenues,
- qu'il n'y a pas eu de dépenses et charges somptuaires (article 39.4 C.G.I.),
- qu'il n'y a pas eu de frais généraux ayant donné lieu à réintégration dans le bénéfice imposable au titre de l'article 39.5 du C.G.I.,
- qu'il n'y a pas eu d'activité en matière de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé,
- qu'il a été enregistré un crédit d'impôt pour la compétitivité et de l'emploi (CICE) d'un montant de 190.015 €, comptabilisé en minoration des charges sociales,
- qu'il n'a été enregistré aucun événement important entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport a été établi,
- en application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

### VI. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT CLIENTS ET FOURNISSEURS :

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce, vous trouverez en annexe du présent rapport le tableau récapitulatif des informations requises en matière de délais de paiement clients et fournisseurs.

-0-0-0-

DNV

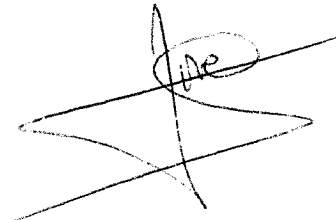
F.F

Je vous demande de bien vouloir :

- approuver les comptes qui vous sont présentés,
- approuver après lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes, les conventions en cours d'application,
- donner quitus au Président de sa gestion au titre de l'exercice 2017,

et d'une manière générale, adopter les résolutions qui vous sont soumises.

LE PRESIDENT  
Franck FREY

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Fre', is written over a large, stylized, scribbled-out mark that resembles a star or a complex geometric shape.

IDF NET SERVICE : factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice 31/12/2017 dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

Article D. 441 I.1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu		Article D. 441 I.- 2° Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
		0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement							
Nombre de factures concernées	33		X				
Montant total des factures concernées ( TTC)	66964	-	-	-	-	17687	39180
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice ( TTC)	6%	-	-	-	-	10253	98340
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice ( TTC)							
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées							
Nombre de factures exclues							
Montant total des factures exclues (HT ou TTC)							
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)							
Délais contractuels : 30 Jours fin de mois							
Délais contractuels : 60 jours fin de mois							